
Groupe de Recherche et d'Appui au Développement des Initiatives Démocratiques
Bujumbura, Burundi
25 février 2015

Communiqué de Presse

Soutien du public à une presse forte et libre et inquiétudes autour de la liberté d'expression et du traitement égal devant la loi

Les résultats de l'enquête Afrobaromètre montrent que la grande majorité des Burundais pense que les médias jouent pleinement leur rôle de contre-pouvoir, en enquêtant et en publiant sur les erreurs du gouvernement et sur les cas de corruption. Ils sont un peu moins nombreux à penser que la presse joue efficacement son rôle. Il y a un souhait qui se manifeste d'avoir une presse beaucoup plus efficace et plus entreprenante.

Des préoccupations ressortent du sondage quant au traitement équitable des citoyens et du respect des lois. Sur ce dernier aspect, un peu plus de huit citoyens sur 10 disent les gens doivent faire attention à ce qu'ils disent en politique, alors que la loi le leur permet. Ces résultats du sondage peuvent expliquer les manifestations massives de liesse suite à la libération du journaliste et directeur de la Radio publique africaine, Bob Rugurika, le 19 février 2015.

En outre, selon environ 6 personnes sur 10, les citoyens ne sont pas traités de façon équitable. Ainsi, pour 57 % de la population, les officiels qui commettent des crimes ne sont pas poursuivis, alors que les citoyens ordinaires, eux sont toujours punis lorsqu'ils commettent des crimes.

Résultats clés

- Le rôle de contre-pouvoir des médias est fortement soutenu. Un peu plus de huit personnes sur dix souhaitent que la presse puisse enquêter et publier sur les erreurs du gouvernement et les cas de corruption (Figure 1). La presse bénéficie d'une relative bonne note, car 71% des Burundais pensent qu'elle joue efficacement son rôle.
- Ce rôle est quelque peu compliqué à jouer par le fait que selon 83 % de Burundais, les gens doivent faire attention à ce qu'ils disent en politique. En outre, selon les sondés, il persiste un traitement inégal des citoyens. En effet, environ six personnes sur dix affirment que les officiels qui commettent des crimes ne sont pas punis, alors que presque 80 % soutiennent que les citoyens ordinaires, eux sont punis lorsqu'ils se rendent coupables de crimes ou de délits (Figure 2).

Afrobaromètre

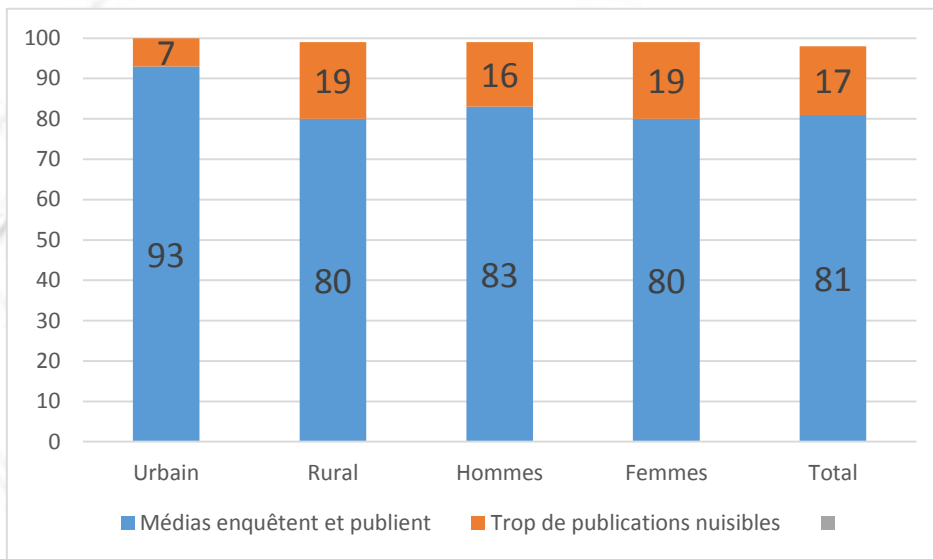
Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et les questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015).

Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre au Burundi, dirigé par le Groupe de Recherche et d'Appui au Développement des Initiatives Démocratiques (GRADIS), a interviewé 1.200 adultes burundais en septembre et octobre 2014. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Une enquête précédente a été menée au Burundi en 2012.

Figures

Figure 1: Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et erreurs du Gouvernement

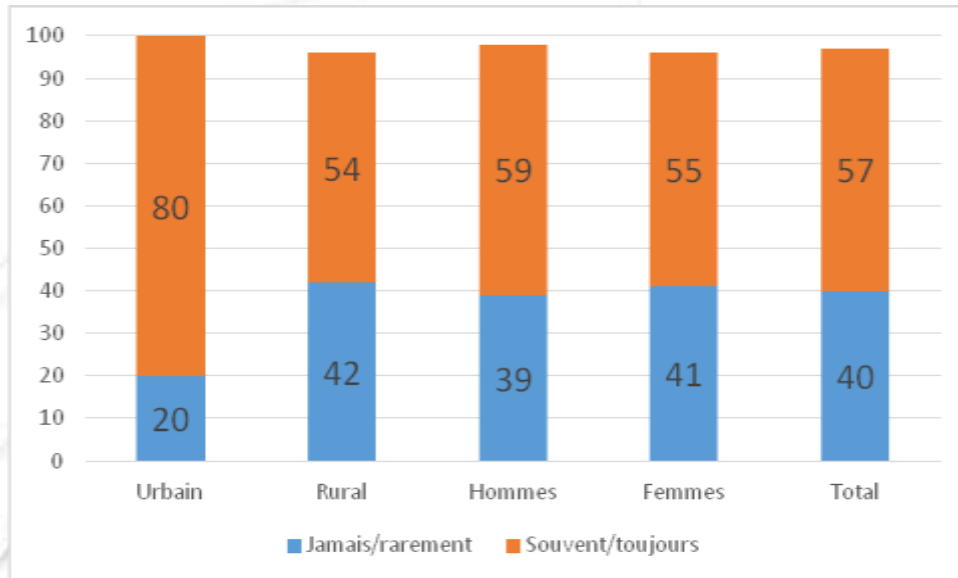


La question posée aux répondants: Laquelle de ces deux affirmations est la plus proche de votre opinion? Choisir l’Affirmation 1 ou l’Affirmation 2.

Affirmation 1 : Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement

Affirmation 2: Trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption et les erreurs du Gouvernement sont nuisibles au pays (% qui disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Figure 2: Dans ce pays, les officiels qui commettent des crimes restent impunis



La question posée aux répondants: A votre avis, à quelle fréquence, dans ce pays, les officiels qui commettent les crimes restent impunis ? Toujours, Souvent, Rarement, Jamais. (% toujours et souvent).

On voit qu'il y a un écart important entre les perceptions des citadins et des ruraux qui atteint 26%.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Christophe Sebudandi
 Groupe de Recherche et d'Appui au Développement
 des Initiatives Démocratiques (GRADIS)
 Téléphone: +257 79900660
 Email: csebudandi@yahoo.fr

Veuillez consulter:
www.afrobarometer.org

Veuillez nous suivre sur Facebook et Twitter @Afrobarometer.